



RÉGION DE GENDARMERIE DE NOUVELLE-AQUITAINE

59 rue Séguineau - 33700 MERIGNAC

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES  
(C.C.T.P.)**

**Marché n° 05RGNA2025**

Objet du marché :

Rénovation des bâtiments du centre de soutien automobile (CSAG) de la caserne de gendarmerie Baradé sise 50 rue Pierre Benoit 40000 MONT-DE-MARSAN

Bâtiment	Réf Chorus RE-FX	FIES
Bâtiment 02	124750 / 157365	AQUI/11210/0
Bâtiment 03	124750 / 158232	AQUI/1213/0

# Table des matières

ARTICLE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1. Généralités.....	3
1.1.1. Objet.....	3
1.1.2. Liste des lots.....	3
1.1.3. Études techniques.....	3
1.2. Normes et réglementation.....	4
1.2.1. Textes et normes.....	4
1.2.2. Conformité aux normes.....	4
1.2.3. Règles pour la protection des travailleurs.....	5
1.3. Installation de chantier.....	5
ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	5
2.1 Définition sommaire de l'opération.....	5
2.2 Descriptif des installations concernées.....	5
2.3 Description des travaux à réaliser.....	10
2.3.1 Lot n° 1 : Couverture – Étanchéité – Métallerie.....	10
2.3.2 Lot n° 2 : Revêtement des sols et murs.....	12
2.3.2.1 Généralités.....	12
2.3.2.2 Description des travaux.....	13
2.4 Organisation du chantier et obligation des entreprises.....	16
2.5 Gestion des déchets.....	16
2.5.1. Nettoyage.....	16
2.5.2. Déchets de chantier.....	16
2.5.3. Tri et évacuation des déchets.....	17
ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	17
3.1. Choix du matériel.....	17
3.2. Transports – Stockage – Conservation.....	17
3.3. Mise en œuvre.....	18
3.3.1 Conditions d'établissement des installations.....	18
3.3.2 Enlèvement du matériel.....	18
3.3.3 Nettoyage du chantier.....	18
3.3.4 Installation provisoire pour les besoins du chantier.....	18
3.4. Valorisation des déchets.....	18
3.5. Essais - Vérifications.....	19
3.6. Réception des travaux.....	19
3.7. Entretien - Garantie.....	19
3.8. Assurance.....	20
3.9. Documents à fournir.....	20
ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES.....	21
ARTICLE 5 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL.....	22
5.1. Réglementation.....	22
5.2. Procédure – Visite d'inspection de prévention.....	23
5.3. Protection incendie.....	23
5.4. Protection de l'environnement.....	23

## Annexe 1 : Diagnostic amiante avant travaux

# **ARTICLE 1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

## **1.1. Généralités**

### **1.1.1. Objet**

Le présent marché a pour objet les travaux de rénovation des bâtiments 002 et 003 abritant les locaux de service et techniques du centre de soutien automobile de la gendarmerie (CSAG) du groupement de gendarmerie des Landes implantés dans l'enceinte de la caserne Baradé, 50 rue Pierre Benoît, 40 000 MONT DE MARSAN.

### **1.1.2. Liste des lots**

Le présent marché est alloté comme suit :

- Lot n°1 : Couverture – Étanchéité – Métallerie
- Lot n°2 : Revêtement des sols et murs

Afin de permettre une étude aisée, il conviendra de détailler chaque prestation.

**Chaque offre sera détaillée par bâtiment et par lot.**

### **1.1.3. Études techniques**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comporte :

- Un Règlement de Consultation (RC),
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Une Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF),
- Annexes (diagnostic amiante avant travaux...).

Ce Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n'est pas exhaustif. Ce document ne devra pas être considéré comme limitant les ouvrages à prévoir, mais comme fixant la réalisation complète de l'ouvrage.

Le titulaire d'un ou plusieurs lots demeurera responsable de la prévision des moyens nécessaires à la réalisation technique des opérations dans les délais impartis.

La responsabilité des entreprises titulaires subsiste entièrement, tant en ce qui concerne la solidité des ouvrages, les oublis, les vices ou malfaçons, que les accidents qui pourraient résulter de l'exécution de ses ouvrages.

Les prix et quantités qui seront portés dans le cadre du DPGF de l'entreprise soumissionnaire s'entendent compte tenu de toutes sujétions et prescriptions découlant du présent C.C.T.P, des normes des Documents Techniques Unifiés (D.T.U), des règles de l'Art, pour un complet achèvement des ouvrages, ainsi que les travaux qui ne seraient pas mentionnés dans l'une des pièces indiquées ci-dessus ou qui seraient omis, mais découleraient de l'intervention logique du corps d'état.

Les candidats devront réaliser sur place un relevé des installations existantes afin de prendre en considération dans leurs études toute modification qui n'aurait pas été portée sur les documents fournis.

Tous les métrés et quantités donnés dans les documents, sont des estimatifs, il convient à chaque entreprise candidate de les vérifier afin de s'assurer de leur exactitude.

Les études d'exécution de l'installation et les notes de calculs sont à la charge des titulaires.

Le titulaire est considéré avoir pris connaissance des lieux, de l'ensemble des pièces graphiques et en général de l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution. Il devra faire part par écrit de ses observations éventuelles avant la signature de son marché.

## **1.2. Normes et réglementation**

### **1.2.1. Textes et normes**

Le présent descriptif ne reprend pas, dans le détail, l'ensemble des textes officiels. Il est sous-entendu que tous les ouvrages seront réalisés conformément aux prescriptions réglementaires des textes officiels, lois, décrets et arrêtés s'appliquant à l'édification des constructions sur le territoire français.

Les principaux textes sont :

- Les cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code du Travail avec l'ensemble des dispositions relatives à la prévention des risques et à la santé et sécurité des travailleurs dans le cadre du travail en hauteur,
- Le Code de la Santé Publique,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Le Code de l'environnement,
- Les normes NF E85-015, NF E85-016, NF EN ISO 14122-3 et EN ISO 14122-4 relatives aux équipements permanents pour l'accès et le travail en hauteur,
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) relatifs aux travaux du présent marché, en particulier :
  - NF DTU 40.14 Couverture en bardeaux bitumés
  - XP DTU 40.5 Couverture - Travaux d'évacuation des eaux pluviales,
  - NF DTU 43.3 "Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité"
  - DTU 43.5 Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures-terrasses ou inclinés
  - NF DTU 44.1 Étanchéité des joints de façade par mise en œuvre de mastics (P85-210)
  - NF DTU 54.1 Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse
  - NF DTU 59.1 Revêtements de peinture en feuil mince, semi-épais, ou épais
  - NF DTU 59.3 Peinture de sols
- Le décret n°90-567 du 5 juillet 1990 relatif aux portes automatiques de garages.

Ces documents (liste non exhaustive), bien que non joints matériellement au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

Les prescriptions réglementaires s'appliquent dans leur totalité pour la réalisation de l'ouvrage décrit au projet.

Les titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité ou plus-value pour les travaux de réfection, montage et démontage, résultant de la mise en conformité de ses ouvrages avec les textes de normes et règlements en vigueur

### **1.2.2. Conformité aux normes**

Dans l'éventualité où de nouvelles réglementations ou modifications de normes interviendraient en cours d'opération, l'entreprise candidate est tenue d'informer le Maître d'Ouvrage des incidences de ces textes sur le projet en cours et de proposer toute modification du projet qu'impliquerait leur prise en compte.

### **1.2.3. Règles pour la protection des travailleurs**

Selon l'article L.4121-1 du Code du travail, l'employeur est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Dans ce cadre, l'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais doit l'empêcher.

L'ensemble des travaux en hauteur seront réalisés sous la responsabilité du responsable de l'entreprise titulaire des travaux, en respect de la réglementation et du Code du travail.

L'entreprise titulaire fournira une liste exhaustive du personnel intervenant sur le chantier, toute personne non mentionnée dans cette liste sera exclue de ce chantier.

L'entreprise titulaire devra présenter sur demande du maître d'ouvrage les titres d'habilitations des employés prévus pour réaliser ces travaux (CACES, Habilitations diverses...).

### **1.3. Installation de chantier**

- Pour le lot 1

L'entreprise titulaire du lot 1 organisera un périmètre de sécurité autour de la zone de chantier durant la totalité de son intervention. Le périmètre sera délimité par des barrières type « Heras ». Un affichage réglementaire sera apposé.

Des bennes à déchets pourront être installées dans ce périmètre par le titulaire du lot 01 pour la gestion et l'évacuation des déchets produits durant les travaux, en prévision de leur traitement dans un centre de tri agréé.

A l'issue des travaux, les bennes seront retirées par le titulaire du lot 1, la zone sera démontée et nettoyée de tous déchets.

- Pour le lot 2

L'entreprise titulaire du lot 2 organisera sa zone de chantier en fonction de l'avancée des travaux et de l'évolution des zones de chantier du lot 01. A l'issue de ses travaux, cette zone sera nettoyée de tous déchets.

## **ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX**

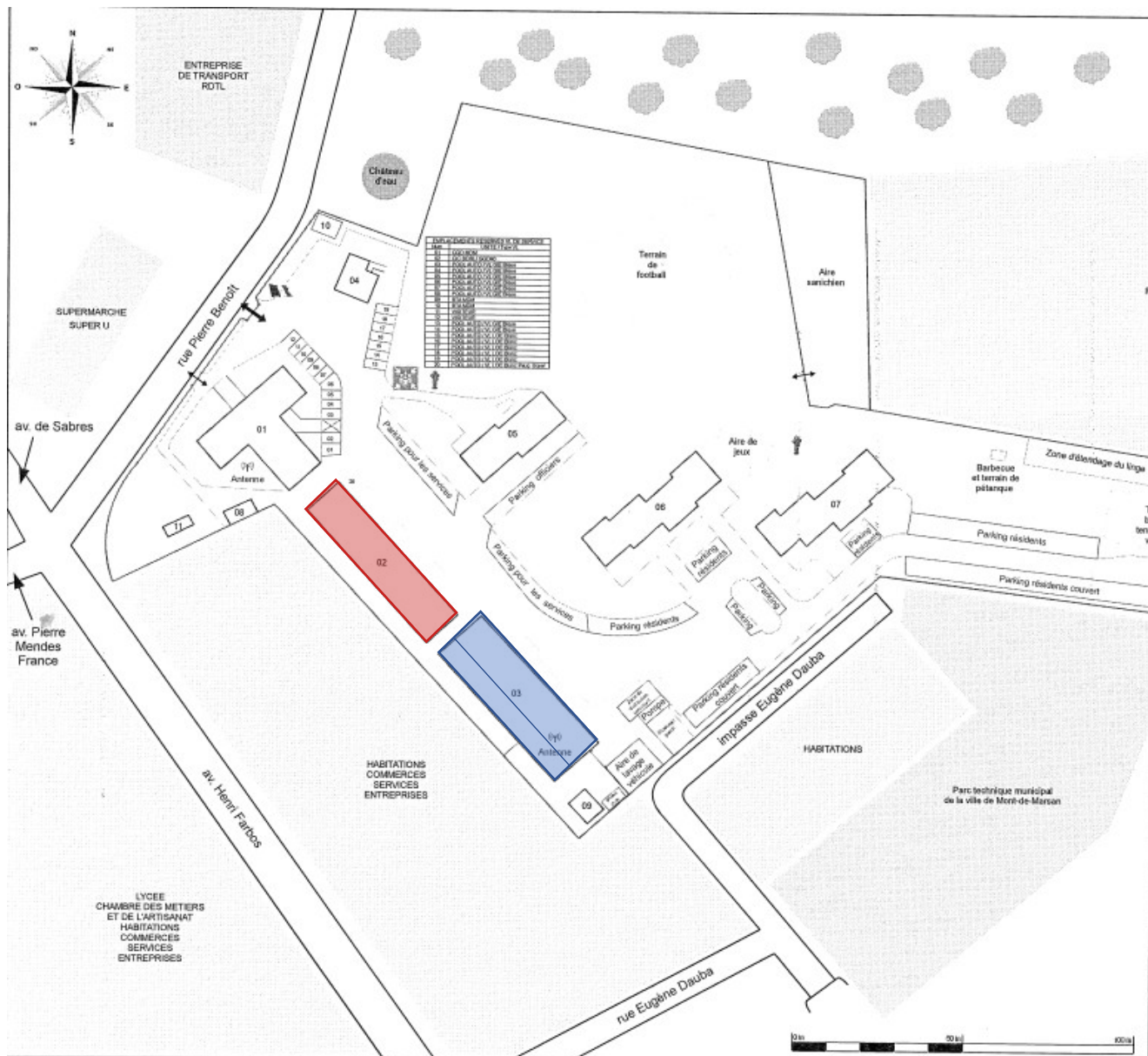
### **2.1 Définition sommaire de l'opération**

Ces travaux de rénovation concernent :

- l'enveloppe extérieure des bâtiments 02 et 03 (couverture et murs de façades extérieurs),
- les deux échelles à crinoline,
- les peintures à l'intérieur de l'atelier mécanique auto/moto du bâtiment 03.

### **2.2 Descriptif des installations concernées**

Les travaux à réaliser ont pour objet la rénovation des bâtiments 002 et 003 de la caserne de gendarmerie départementale Baradé à Mont de Marsan (40).



Construits en 1977, ces bâtiments de plain-pied sont des hangars à structure et charpente métallique, à murs parpaing et bardage tôle acier. Ils possèdent une surface au sol d'environ 820 m<sup>2</sup> (bâtiment 003) et 580 m<sup>2</sup> (bâtiment 002).

Les toitures en bacacier de ces bâtiments sont fixées sur la charpente métallique et isolées thermiquement par la présence d'une couche de matériau isolant de nature et d'épaisseur adaptées. L'étanchéité est assurée par la mise en place d'un revêtement multicouche bitumineux. Un acrotère d'environ 15 centimètres de hauteur coiffé d'une couvertine métallique permet le relevé d'étanchéité en périphérie de chacune d'elle.

Le bâtiment 03 dispose de deux surfaces de toitures distinctes positionnées à des hauteurs différentes :

- une première zone à toiture double pans à pente légère, en partie haute du bâtiment, d'une surface d'environ 600 m<sup>2</sup> (voir photo jointe ci-dessous),
- une seconde zone toiture un pan à pente légère, située en partie arrière du bâtiment en contrebas de la zone principale, d'une surface d'environ 220 m<sup>2</sup>.

Le bâtiment 02 dispose d'une toiture double pans réalisée sur le même principe que celle du bâtiment 03.

Ces bâtiments ont fait l'objet de travaux de réhabilitation en 1989 et abritent aujourd'hui les locaux de service et techniques et les ateliers du centre de soutien automobile du groupement de gendarmerie départementale des Landes.



## Bâtiment 03 (CSAG)



Façade avant



Façade arrière



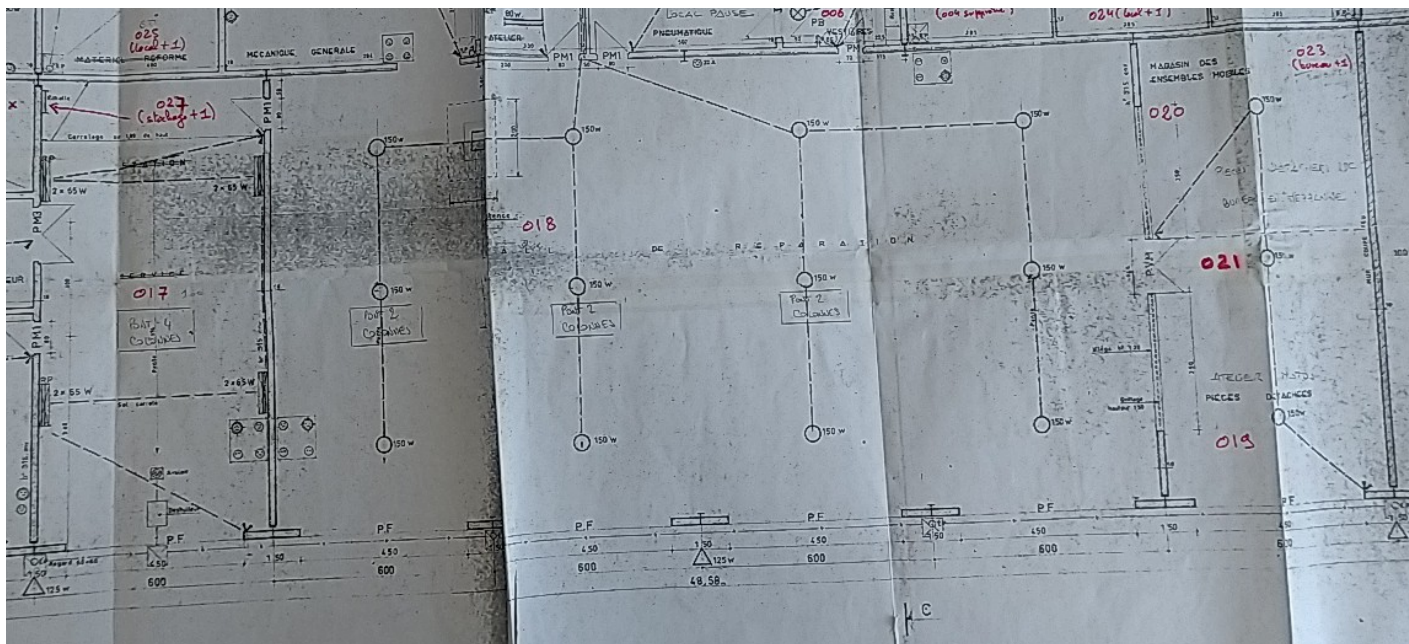
Façade Sud-Est



Façade  
Nord-Ouest



## Plan atelier mécanique auto/moto



## Zone toiture principale bâtiment 03





## Bâtiment 02 (Garages et Annexes)



Façade avant



Façade arrière



## 2.3 Description des travaux à réaliser

Ces travaux ont pour objet :

- la rénovation des toitures des bâtiments 02 et 03,
- le remplacement des descentes d'eaux pluviales des bâtiments 02 et 03,
- le remplacement des échelles à crinoline des bâtiments 02 et 03,
- le remplacement des plaques murales PVC transparentes dégradées,
- la rénovation des peintures des enduits, des éléments de structure métallique et des bardages des murs de façade extérieurs des bâtiments 02 et 03,
- la rénovation des peintures intérieures de l'atelier réparation auto/moto du bâtiment 03,

**Un planning d'exécution des travaux devra impérativement être joint à l'offre pour chaque lot.**

Tous les travaux cités ci-dessous devront être réalisés dans les règles de l'art, en conformité des D.T.U. et par du personnel habilité.

### **2.3.1 Lot n° 1 : Couverture – Étanchéité – Métallerie**

L'ensemble des travaux évoqués dans ce chapitre concernent les bâtiments 02 et 03.

L'entreprise attributaire du présent lot procédera à la réalisation des travaux suivants :

#### **A) Rénovation des toitures comprenant :**

- l'approvisionnement des matériaux et matériel en toiture,
- la fourniture et la pose d'une ligne de vie horizontale montée sur potelets de sécurité galva adaptés au type de couverture (test à l'effort ou d'arrachement compris) et constituée de câble inox (diamètre adapté à définir), gaine thermorétractable, serre-câble aluminium, extrémité orientable aluminium, intermédiaire aluminium, tendeur et amortisseur inox...
- la dépose et l'évacuation de la couvitrine existante,
- l'arrachage en surface courante des anciens revêtements d'étanchéité multicouche de tous types et par tous moyens compris la descente et le stockage des revêtements avant évacuation,
- l'arrachage sur relevés des anciens revêtements multicouches de tous types et par tous moyens compris la descente et le stockage des revêtements avant évacuation,
- le retrait de l'isolant thermique des surfaces courantes et relevés comprenant l'arrachage, l'enlèvement de l'isolant de tous types et de toutes épaisseurs et la descente et le stockage de l'isolant avant évacuation,
- la dépose et l'évacuation des platines d'évacuation des eaux pluviales existantes,
- la dépose et l'évacuation des descentes d'eaux pluviales existantes, colliers et fixations compris,
- la fourniture et la pose de costière en acier galva crossée, avec larmier, en rehausse d'acrotère (hauteur nécessaire à définir),
- la préparation des supports bac acier anciens pour recevoir les isolations et étanchéités neuves (surfaces courantes et relevés) comprenant :
  - le grattage et le nettoyage pour l'enlèvement de toutes les matières non adhérentes,
  - le remplacement des tôles de support bac acier présentant des surfaces oxydées ou dégradées,
  - le balayage général,
  - la descente et l'enlèvement des déchets,
- la fourniture et la pose d'un revêtement pare-vapeur,

- la fourniture et la pose du revêtement isolant thermique en laine de roche, d'épaisseur 60 mm et de résistance thermique R supérieure ou égale à 1,7m².K/W,
- la fourniture et la pose du revêtement isolant thermique composé de panneaux rigides en mousse polyuréthane de 100 mm d'épaisseur et de résistance thermique R supérieure ou égale à 4,5m².K/W,
- la fourniture et la pose d'une étanchéité multicouche pour toiture terrasse inaccessible, de pente minimale 3 %, de marque SIPLAST ou techniquement équivalente, comprenant une première couche en feuille de bitume élastomère fixée mécaniquement, une deuxième couche en feuille de bitume élastomère avec une protection minérale d'épaisseur minimale de 2,5mm,
- le traitement des relevés d'étanchéité multicouches constitués d'enduit d'imprégnation à froid, enduit d'imprégnation à chaud, équerre de renfort, enduit d'application à chaud, chape élastomère de bitume avec auto-protection par feuilles aluminium épaisseur 8/100ème surfacées granulés minéraux,
- le traitement de l'étanchéité des joints de dilatation, par bande en matière élastique ou élasto-plastique,
- la fourniture et la pose, en remplacement, de nouvelles platines d'évacuation des eaux pluviales (moignon cylindrique avec platine insérée entre les couches d'étanchéité, grille ajourée ou dispositif de type crapaudine), d'un diamètre adapté et d'une longueur permettant une connexion avec les descentes d'EP visible et située en dessous des supports bacacier,
- le traitement de l'étanchéité des sorties de toiture isolées éventuelles (potelets de sécurité, tuyaux de ventilation, cheminées...)
- la fourniture et la pose de tôle de finition en acier laqué (teinte RAL à définir par le Maître d'ouvrage) en extérieur des rehausses d'acrotère, avec débord et larmier nécessaire à la protection des façades,
- la fourniture et la pose de nouveaux tuyaux de descente des eaux pluviales ronds en aluminium laqué (teinte RAL à définir par le Maître d'ouvrage) d'un diamètre adapté (120 mm), colliers et fixations compris,
- la fourniture et la pose de systèmes de protection mécanique métalliques (teinte RAL à définir par le Maître d'ouvrage) au pied de chaque tuyau de descente des eaux pluviales situé à l'intérieur des ateliers et garages et en façade extérieure des bâtiments,
- l'enlèvement et l'évacuation des encombrants et de l'ensemble des déchets vers un centre de tri ou de traitement agréé.

**B) Remplacement des plaques PVC dégradées de remplissage des cadres métalliques fixes et ouvrants à projection situés en partie haute de la façade arrière du bâtiment, comprenant :**

- dépose et évacuation des plaques PVC existantes (plaques simple peau et plaques dégradées, noircies ou brisées),
- fourniture et pose par vissage sur structure métal existante, en remplacement des plaques PVC, de cadres en profilé de bordure monobloc aluminium en U thermolaqué (teinte Ral à définir par Maître d'ouvrage) avec remplissage par plaques en polycarbonate alvéolaire incolore transparente traitée anti-UV et résistante aux chocs, d'une épaisseur de 16 mm et réalisation d'un joint d'étanchéité label SNJF,  
La pose des cadres sur structure existante interviendra après le traitement et la remise en peinture de la structure métal existante par le titulaire du lot n°02.
- l'évacuation de l'ensemble des déchets vers un centre de tri et de traitement agréé.

**C) Remplacement de deux échelles à crinoline, comprenant :**

- dépose et évacuation des échelles à crinoline existantes,  
Les fixations murales en acier existantes pourront être réutilisées pour la pose des nouvelles échelles à crinoline si leur état actuel, leurs caractéristiques techniques et leur implantation le permettent techniquement. Sinon, suppression par tronçonnage et

- meulage au ras du mur avec passivation,
- fourniture et pose de deux échelles à crinoline métalliques en aluminium ou acier inoxydable, à sortie frontale, équipées de palier de passage d'acrotère muni d'un portillon en retrait de l'échelle et d'un système de condamnation verrouillable par cadenas afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée. Dimensions conformes à la réglementation et à la norme. Diamètre intérieur : 710 mm. Fixation sur pattes métalliques existantes ou sur maçonnerie par équerres, chevilles et boulons (test à l'effort ou d'arrachement compris),
- l'évacuation de l'ensemble des déchets vers un centre de tri et de traitement agréé.

Durant le déroulement des travaux relatifs au présent lot, l'entreprise titulaire aura à sa charge la protection des bâtiments contre tout risque d'infiltration des eaux pluviales. Le représentant de cette entreprise prendra en compte les spécificités du site de Mont-de-Marsan en termes de conditions météorologiques.

Les employés de l'entreprise titulaire interviendront en portant une grande attention aux points de fixation des tendeurs et haubans des mâts d'antennes qui ne pourront, si nécessaire, être déposés que par des techniciens des unités de la gendarmerie spécialisés dans les systèmes de communication.

L'entreprise titulaire devra également un repli de ses installations et un nettoyage complet des toitures et des abords des bâtiments.

## **2.3.2 Lot n° 2 : Revêtement des sols et murs**

### **2.3.2.1 Généralités**

L'ensemble des points évoqués dans ce chapitre seront appliqués durant les travaux du présent lot.

Dans le cadre de la préparation des travaux relatifs à ce lot :

- les personnels et techniciens occupants du site auront débarrassé les ateliers de réparation auto/moto du bâtiment 03 de tous mobiliers, équipements et matériels et les abords des bâtiments 02 et 03 de tous les matériels et encombrants.
- Les mobiliers, équipements et matériels ne pouvant toutefois être déplacés ou évacués des locaux ou déposés des façades et murs pour raison technique seront recouverts de bâche ou films de protection polyane ou protéger au moyen de ruban adhésif de masquage par les intervenants de l'entreprise attributaire du présent lot durant la phase préparatoire des travaux,
- Le subjectile concerné par ces travaux de peinture extérieurs et intérieurs aura été débarrassé de tout équipement et matériel fixé en façade par les personnels et techniciens occupants du site avant le lancement des travaux.

L'ensemble des travaux devront être effectués selon les règles de l'art et les règles professionnelles actuellement en vigueur (DTU).

### **Travaux préparatoires**

Les travaux préparatoires seront réalisés conformément aux normes :

- NFP DTU 59.1 P1-1 et P1-2, relative aux travaux de bâtiment - peinture et fixant les règles de l'Art dans ce domaine.
- NF DTU 42.1, relatives aux travaux de réfection des façades en service, à l'aide de revêtements d'Imperméabilité, fixant les règles de l'Art dans ce domaine.

**NB** : Le contrôle approfondi et la préparation des supports avant mise en peinture est indispensable à la bonne tenue du revêtement. Les fonds doivent être secs, sains, cohérents et ne pas présenter d'efflorescences, de pulvérulences, de parties écaillées, soufflées ou friables, de tâches diverses,



inscriptions ou toute altération incompatibles avec le revêtement ultérieur.

### Travaux de finition

- Réalisation des travaux de finition sur supports sains (propres, compacts, secs, ni pulvérulents, ni écaillants), préparés conformément au DTU 59.1,
- La technique de mise en application des peintures de revêtement reste au choix du Maître d'ouvrage sur proposition de l'entreprise titulaire du lot,
- Dans la mesure du possible, toutes les peintures seront labellisées NF Environnement à faible émission de COV, type Ecolabel,
- La teinte (Ral...) des peintures, laques, ou autres produits appliqués en couche de finition reste au choix du Maître d'ouvrage,
- Le retrait des protections et la remise en place des matériels et équipements initialement fixés au mur en façade et déposés dans le cadre des travaux de préparation des subjectiles, restent à la charge des intervenants de l'entreprise titulaire du présent lot, après avis des techniciens immobiliers représentant le maître d'ouvrage,
- L'entreprise titulaire du présent lot devra également un repli de ses installations et un nettoyage complet des abords du bâtiment et de l'intérieur des ateliers.

#### **2.3.2.2 Description des travaux**

L'entreprise attributaire du présent lot procédera à la réalisation des travaux suivants :

##### A) Remise en peinture des façades extérieures des bâtiments 02 et 03.

Sont concernés par ces travaux de rénovation de façades :

- les parties maçonneries des façades,
- les éléments métalliques structurels apparents en façade (poteaux encastrés), les montants des encadrements métalliques des portes sectionnelles ou enroulables,
- le bardage métallique,
- les éléments métalliques fixés en façade tels que supports d'éclairages, points d'ancrage des câbles tendeurs d'antennes, mâts d'antenne, points de fixation d'échelle crinoline, etc.
- les cadres métalliques des plaques polycarbonate transparentes,
- les armoires techniques, électriques et équipements fixés en façade ne pouvant être décrochées pour raison technique et nécessitant une peinture de protection,
- les goulottes de protection métalliques.

Cette prestation comprend :

##### a) Mise en place d'un échafaudage et protection

- Échafaudage sur pieds ou nacelle sur mât télescopique sur véhicule automoteur, toutes protections contre la chute du personnel, matériels, matériaux, gravats, etc.
- Toutes protections pour les bâtiments mitoyens, chaussées, réfection ouvrages endommagés,
- Toutes protections appropriées sur végétation environnante,
- « Tunnels » d'accès aux bâtiments avec plafonds de protection contre les chutes de matériaux,
- Toutes signalisations et éclairage suivant règlements en vigueur,
- Entretien et réfection pendant la durée du chantier,
- Démontage et enlèvement, nettoyage,
- Toutes fournitures et sujétions d'exécution.

##### b) Peinture sur éléments en béton ou enduits de liants hydrauliques

- Travaux préparatoires sur anciens supports peints en bon état apparent :

- Protection de tout matériel ou équipement technique fixé sur la surface de subjectile concernée par les travaux de peinture,
- Élimination des parties non adhérentes par hydrodécapage, brossage, ponçage et grattage,
- Décapage chimique de l'enduit RPE à l'aide d'un décapant de type DECAP 900DB ou techniquement équivalent,
- Lavage HP (120 bars) afin d'éliminer les poussières et les salissures.
- Élimination des micro-organismes à l'aide d'un biocide à usage industriel, de type ULTRABAT FONGICIDE ou techniquement équivalent (si nécessaire).
- Laisser sécher.
- Traitement des fissures :
  - grattage de la fissure avec une pointe triangulaire,
  - rebouchage de la fissure avec un mastic de type ARCAMASTIC ou un mortier souple type ARCAFLEX, ou tout autre produit techniquement équivalent,
- Traitement des éclats de maçonnerie :
  - dégagement et dérouillage des armatures, ossatures métalliques...
  - passivation des aciers au DEROUILLANT PHOSPHATANT ou traitement au PRIMAIRE PEP de Zolpan ou techniquement équivalent,
  - remodelage avec un enduit approprié,
  - ragréage à l'aide de mortier souple.
- Travaux de finition - Revêtement classe D3 - Aspect mat
  - Application de deux couches ton sur ton, d'une peinture acrylique siloxane mate de type GUITAMAT de chez Guittet ou techniquement et esthétiquement équivalente (teinte Ral à définir par Maître d'ouvrage),

#### c) Peinture sur éléments et bardages métalliques

- Travaux préparatoires sur anciens supports peints en bon état apparent
  - Élimination de la corrosion, calamine, peintures non adhérentes et zones écaillantes par grattage, brossage, piquage. Si nécessaire balayage à basse pression au jet d'abrasifs.
  - Dépoussiérage.
  - Nettoyage (nettoyant type NETTOYANT MULTIUSAGES).
  - Lavage HP et élimination des micro-organismes à l'aide d'un biocide à usage industriel, de type ULTRABAT FONGICIDE ou techniquement équivalent (bardages)
  - Séchage
  - Application d'une couche de peinture primaire anticorrosion haute performance.
- Travaux préparatoires sur supports neufs non peints :
  - Dégraissage par lessivage ou au solvant,
  - Ponçage et dépoussiérer à l'éponge humide,
  - Dérochage à l'acide phosphorique,
  - Rinçage et séchage,
  - Application d'une couche d'impression primaire anticorrosion.
- Travaux de finition sur éléments métalliques

- Application de deux couches de peinture-laque anti-corrosion demi-brillante type GUIFER de chez Guittet ou techniquement équivalent (teinte Ral au choix du Maître d'ouvrage).
- Travaux de finition sur bardages métalliques
  - Application de deux couches de peinture acrylique siloxane mate de type GUIBARDAGE de chez Guittet ou techniquement équivalent (teinte Ral au choix du Maître d'ouvrage).

## B) Restauration des peintures intérieures de l'atelier réparation auto/moto du bâtiment 03

Sont concernés par ces travaux de peinture intérieurs :

- le sol béton peint des ateliers mécanique des locaux 018, 019, 020, 021,
- les surfaces béton brut à la base de chaque colonne du pont quatre colonnes du local 017,
- les seuils des portes sectionnelles des ateliers des locaux 017 à 021,
- les soubassements des murs de l'atelier auto/moto des locaux 018, 019, 020, 021,
- les murs des ateliers du local 17

**Pour information, les locaux numérotés référencés ci-dessus sont indiqués en page 8 du présent CCTP « Plan atelier mécanique auto/moto ».**

Cette prestation comprend :

### a) Travaux préparatoires à l'ensemble des travaux de peinture intérieurs

- lavage et dégraissage des façades intérieures des murs des ateliers :
  - nettoyage et grattage, si nécessaire, du subjectile,
  - application d'une couche d'apprêt,
  - reprise des fissures et défauts, rebouchage avec enduit, ponçage, etc.,
- lavage et dégraissage du sol de l'ensemble des ateliers (locaux 017 à 021),
- sol béton brut de l'atelier du local 017 :
  - reprise des imperfections et des bordures des surfaces de béton brut (pieds du pont 4 colonnes) afin d'obtenir des bordures linéaires, droites et des surfaces régulières,
  - ponçage, dépoussiérage,
- sol béton peint des locaux 018, 019, 020, 021 :
  - décapage du sol béton peint par grenailage, réalisé sous aspiration,
  - ramassage des résidus de grenaille par passage général au balai aimant,
  - ponçage au disque diamant, réalisé sous aspiration, des parties et surfaces non accessibles à la grenailleuse,
  - traitement et reprise des impacts, trous et fissures importants et fortement apparents au sol (micro fissures non concernées) :
    - ouverture des fissures au disque diamant sous aspiration,
    - dépoussiérage général à l'aspirateur,
    - rebouchage au mastic ou mortier époxydique (sans solvant),
    - ragréage du sol au moyen d'un enduit de lissage type « Trafic intense » classé P3 ou P4, compris primaire d'accrochage.

### b) Travaux de finition des peintures au sol de l'atelier et des seuils de portes sectionnelles :

- Sol béton des locaux 018, 019, 020, 021 :
  - reprise des peintures du sol par application de deux couches de résine ou peinture époxy sans solvant bi-composants (teinte Ral à définir par le Maître d'ouvrage), compris travaux préparatoires,
  - reprise des lignes de marquage au sol par application de deux couches de résine ou peinture époxy sans solvant bi-composants (teinte Ral à définir par le Maître d'ouvrage), compris travaux préparatoires,
- Sol béton brut de l'atelier du local 017 :
  - mise en peinture des surfaces béton brut du sol par application d'une sous-couche

- d'accroche (primaire) et de deux couches de résine ou peinture époxy sans solvant bi-composants (teinte Ral à définir par le Maître d'ouvrage), compris travaux préparatoires,
- Sur les seuils intérieurs et extérieurs des six portes sectionnelles des ateliers, réalisation de surfaces de zébras jaune et noir représentant des zones d'interdiction de stationner, de dimensions conformes aux exigences du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n°90-567 du 5 juillet 1990 relatif aux portes automatiques de garage, par application de deux couches de résine ou peinture époxy sans solvant bi-composants, compris travaux préparatoires.  
Rénovation des zébras jaune et noir peints sur les montants des murs d'encadrement des portes sectionnelles.
- c) Rénovation des peintures murales
  - Soubassement des ateliers des locaux 018 à 021, à hauteur de 1m50,
  - Subjectile au-dessus des surfaces carrelées dans l'atelier du local 017,
    - Reprise des peintures murales par application de deux couches de peinture époxy sans solvant, lessivable, résistante à l'abrasion et aux produits chimiques (teinte Ral à définir par le Maître d'ouvrage).

## 2.4 Organisation du chantier et obligation des entreprises

Chaque titulaire d'un lot devra :

- Faire agréer par le Maître d'Ouvrage les dispositions détaillées qu'il compte adopter pour l'organisation de son chantier. Le Maître d'Ouvrage pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci paraissent insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction,
- Assurer la protection de ses propres ouvrages et des ouvrages existants avant et après la mise en œuvre jusqu'à la livraison au Maître d'Ouvrage. Cette responsabilité des ouvrages propres à l'entreprise engendre le nettoyage de ces derniers pour livraison au Maître d'Ouvrage,
- Être présent ou être représenté par une personne habilitée à prendre toutes décisions ou engagements aux rendez-vous et réunions de chantier programmées par le Maître d'Ouvrage,
- Remettre en temps opportun les plans et fiches techniques des matériels à mettre en œuvre,
- Observer sans délai les remarques ou instructions signalées par le Maître d'Ouvrage,
- Intervenir pour ses travaux sans gêner l'exploitation du site,
- Assurer le rangement et la protection suffisante de tous les ouvrages susceptibles de subir des chocs ou des dégradations lors des manipulations,
- Fournir au début de sa prestation un planning détaillé de son intervention au maître d'ouvrage.

## 2.5 Gestion des déchets

### 2.5.1. Nettoyage

Chaque entreprise doit le nettoyage consécutif à ses travaux au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### 2.5.2. Déchets de chantier

La réglementation sur les déchets (loi n° 75.633 du 15 Juillet 1975, loi n° 92.646 du 13 Juillet 1992) a fixé les priorités de la politique des déchets :

- prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets ;
- organisation du transport des déchets et limitation en distance et volume ;
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie a priori entre ces différents modes ;



### **2.5.3. Tri et évacuation des déchets**

Chaque titulaire d'un lot devra traiter l'évacuation de ses déchets, le tri sera à sa charge.

Pour privilégier le non mélange des déchets, un tri ou un pré tri sera effectué sur le chantier. A défaut de tri ou en complément, un tri hors site sera réalisé par une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets de chantiers. Chaque entreprise précisera les actions qu'elle mettra en œuvre pour assurer une bonne gestion des déchets et notamment :

- les équipements de chantier nécessaires au tri et au stockage des déchets sur le chantier (logistique de chantier, contenants, bennes)
- les opérations de tri des matériaux et produits issus des démolitions et construction des parties d'ouvrages
- les modes de traitement des déchets et exutoires
- le suivi administratif de l'évacuation des déchets (traçabilité par bordereau de suivi)
- ne pas mélanger les déchets toxiques avec les autres déchets

En cas de défaillance du titulaire, la Maîtrise d'Œuvre et ou le Maître d'Ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour compte de l'entreprise défaillante.

NOTA : Le nettoyage de fin de chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

## **ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **3.1. Choix du matériel**

L'entreprise titulaire devra fournir pour chaque matériel ou matériau employé :

- Les fiches techniques du constructeur (résistance thermique, résistance aux perforations, ...),
- Les procédés de montage et mise en œuvre,

Les incidences des choix en termes de maintenance seront prises en compte dans l'intérêt du Maître d'Ouvrage.

Les entreprises devront donc, préalablement à l'exécution, soumettre à l'acceptation du Maître d'Ouvrage, un échantillon de chaque matériau utilisé dans l'installation à réaliser, avec les références s'y reportant (ou à défaut une documentation détaillée pour les gros matériels).

Ces échantillons demeureront sur le chantier.

Aucun changement dans la nature et la qualité des matériels agréés ne sera admis, sauf accord écrit du Maître d'Ouvrage.

### **3.2. Transports – Stockage – Conservation**

Pour tout ouvrage de son marché, le titulaire d'un lot doit :

- Les transports à pied d'œuvre des matériels et des matériaux,
- Les manutentions et le montage des matériaux, y compris matériels de manutention et de levage,
- L'installation d'échafaudage,
- Les stockages avec aménagement des zones affectées, y compris démontage et enlèvement des aménagements de zones de stockage à l'achèvement de ses travaux,
- La conservation des matériaux avec précautions et protections contre l'humidité, les intempéries, l'incendie et le vol.

### **3.3. Mise en œuvre**

#### **3.3.1 Conditions d'établissement des installations**

Renseignements de base : l'entreprise déclare avoir connaissance de tous les renseignements utiles à son projet et en particulier :

- La situation et la nature des bâtiments,
- Le lieu d'intervention.

L'entreprise est réputée connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des travaux, ainsi que les risques qu'ils peuvent entraîner.

L'entreprise est invitée à se rendre compte par elle-même de la nature des travaux à exécuter. En aucun cas, il ne pourra arguer de l'imprécision des pièces écrites et des schémas.

Information du personnel : L'entreprise devra déléguer un représentant qualifié capable d'informer le personnel de la caserne de Mont de Marsan - Baradé sur les installations.

Mise en œuvre : les travaux auront lieu en zone occupée (bâtiment familles à proximité) et devront être effectués sans aucune gêne de l'exploitation du site. Le titulaire s'engage à respecter les mesures de sécurité pour les résidents et riverains au moment des travaux.

Les locaux des bâtiments concernés par les travaux seront inoccupés pendant la phase d'intervention.

Chaque entreprise titulaire d'un lot du présent marché devra prévoir lors de ses interventions :

- De prévenir les responsables de la caserne de gendarmerie de Mont de Marsan - Baradé pour obtenir les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux,
- La ou les personnes à contacter seront indiquées à l'entreprise lors du 1<sup>er</sup> rendez-vous de chantier.

Un état des lieux avant et après travaux sera réalisé entre le titulaire et le service immobilier de la Gendarmerie.

#### **3.3.2 Enlèvement du matériel**

Les entreprises du présent marché, en accord avec le personnel du site, devront l'évacuation du matériel déposé.

#### **3.3.3 Nettoyage du chantier**

Chaque titulaire d'un lot devra un nettoyage soigné à l'issue de son intervention. La libération de la zone traitée ne sera effective qu'après approbation du Maître d'Ouvrage.

#### **3.3.4 Installation provisoire pour les besoins du chantier**

Toute installation ou suggestion pour les besoins du chantier devra être prévue dans l'offre remise par le soumissionnaire au Maître d'Ouvrage.

Aucune suggestion prévisible dans l'exécution des travaux ne donnera droit à une indemnité.

### **3.4. Valorisation des déchets**

Les offres devront indiquer :

- Une estimation de la quantité totale de déchets qui seront générés par l'entreprise durant le chantier ;
- Les modalités de gestion, de valorisation et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier

qui sont prévues par l'entreprise, à savoir l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;

- Le ou les points de collecte où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation.

Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Le bordereau de dépôt prévu à l'article L. 541-21-2-3 est rempli et signé conjointement par l'entreprise ayant déposé les déchets et par l'installation où les déchets ont été déposés chacun en ce qui concerne leurs responsabilités respectives.

De manière générale, les entreprises devront être sensibles à la limitation de la production de déchets non valorisables, à l'utilisation de matériaux recyclés, à l'utilisation de produits de qualité environnementale, et devra proposer la valorisation des produits issus de la démolition de certains ouvrages.

### **3.5. Essais - Vérifications**

En cours de travaux, chaque fois que cela sera nécessaire et à la fin des travaux, le Maître d'Ouvrage, procédera aux opérations de contrôle et aux vérifications qualitatives et quantitatives en présence des titulaires ou de leurs représentants.

Toutes déficiences constatées seront immédiatement réparées par l'entreprise.

Les titulaires procéderont, à leurs frais, aux opérations de démontage et de remontage des appareils et des parties de l'installation qui sont indispensables aux travaux.

D'une manière générale, tous les frais en personnel et en matériel dus à des suppressions, adjonctions ou modifications résultant d'erreurs, de retards ou d'omissions de la part des titulaires seront à leurs charges.

### **3.6. Réception des travaux**

À la réception des travaux, un nettoyage complet des abords des bâtiments 02 et 03 sera exigé par lot.

Un procès-verbal de réception sera rédigé à l'issue des opérations de réception.

La mise en route et les essais de l'installation devront être concluants.

Pour chaque lot, un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) complet devra être fourni sous forme numérique (1 clé USB) et en 3 exemplaires au format papier. Il comprendra au minimum les éléments suivants :

- Plans de recollement,
- Notice et fiches techniques des matériels installés,
- ...

### **3.7. Entretien - Garantie**

Chaque matériel figurant dans l'installation et nécessitant un entretien ou une révision périodique fera l'objet d'une notice détaillée comportant :

- La description,
- Les caractéristiques,
- Le repérage,
- La localisation,
- La marque et référence (coordonnées des fabricants),
- La nature des interventions et périodicité,
- Les ingrédients nécessaires aux différentes interventions.

La période légale de garantie est fixée à 2 ans (garantie « bon fonctionnement »).

Les titulaires donneront la procédure et le numéro d'appel pour leurs interventions.

Pendant l'année de parfait achèvement (GPA), l'entreprise doit assurer la reprise de défaut, de malfaçon, etc.

La garantie des matériels éventuellement remplacés pendant la période de garantie de l'installation sera prolongée d'une nouvelle période légale.

### **3.8. Assurance**

L'entreprise ou groupement d'entreprise attributaire du marché disposera d'une assurance permettant d'assurer sa responsabilité civile en cas de sinistre ou toute autre incidence liée à ses travaux.

### **3.9. Documents à fournir**

Avec leur proposition, les entreprises soumissionnaires devront fournir tous les documents permettant de juger leur offre et en particulier :

- La décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF),
- Le mémoire technique, devra contenir des informations sur :
  - Les personnes affectées à cette opération,
  - Les matériels et les produits proposés (fiches techniques du constructeur, procédés de montage et mise en œuvre, échantillon de chaque matériau avec les références ou à défaut une documentation détaillée pour les gros matériels ...),
  - La méthodologie proposée (mode opératoire...),
  - Les modalités de gestion, de valorisation et d'enlèvement des déchets (estimation de la quantité totale de déchets, points de collecte prévus pour déposer les déchets ...),
  - Le planning prévisionnel d'exécution des travaux.
- Si les matériels ou produits sont différents de ceux prescrits, fournir :
  - La documentation technique,
  - Les informations sur la distribution commerciale du produit,
  - Les références avec ce produit,
  - La mise en évidence de toutes les fonctionnalités différentes entre le produit prescrit et le produit proposé.
- L'assurance en Responsabilité Civile et la garantie décennale,
- L'attestation de visite.

En cours de travaux, chaque titulaire sera tenu de remettre en exemplaires suffisants :

- Les fiches techniques ou les caractéristiques des différents appareils,
- Les schémas développés, d'implantation et organigrammes de fonctionnement, si besoin.

Chaque titulaire fera son affaire de la fourniture de tous les plans et dossiers pouvant être requis par les concessionnaires, les exploitants et les organismes de contrôle.

Chaque titulaire d'un lot est entièrement responsable des plans et cotes qu'il doit vérifier.

L'approbation des plans et documents par le Maître d'Œuvre ou représentant technique du Maître d'Ouvrage ne décharge en aucun cas la responsabilité du titulaire.



## **ARTICLE 4 – VISITE TECHNIQUE PRÉALABLE À LA REMISE DES OFFRES**

L'entreprise a obligation avant la remise de son offre d'avoir pris connaissance des installations par une visite approfondie du site et de ses abords.

Une attestation de visite leur sera remise lors de cette visite. Cette attestation de visite devra être jointe à leur offre sous peine de nullité de celle-ci.

Aucune réclamation au cours des travaux ne pourra être prise en considération.

Les entreprises devront procéder avec précision à tous les relevés nécessaires à l'établissement de leur offre lors de la visite technique sur site.

Chacun est considéré avoir pris connaissance des lieux, de l'ensemble des pièces graphiques et en général de l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution.

Il est rappelé que les renseignements techniques joints à la présente consultation n'ont qu'une valeur indicative et qu'aucune indication verbale qui modifie le présent CCTP ne pourra être considérée comme recevable.

En cas de doute, l'entreprise candidate devra rédiger une demande écrite auprès de la personne responsable du marché via le site PLACE, plateforme des achats de l'État (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>), pour le marché numéro 05RGNA2025.

Sans observation de sa part, il sera considéré que chaque titulaire accepte l'ensemble des pièces du dossier de consultation.

Les visites techniques seront organisées :

**CHAQUE MERCREDI À 10H00 DURANT LA PÉRIODE DE PUBLICATION DU MARCHÉ :**  
**Les entreprises devront s'annoncer au moins 48 heures à l'avance auprès du responsable du service des affaires immobilières ou du casernement responsable ou encore auprès d'une des personnes indiquée ci-dessous. Une attestation de visite sera remise à chaque candidat, ce document est à joindre obligatoirement à l'offre du marché.**

<b><u>Liste des services et personnes à contacter :</u></b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Adjudante Alice RODRIGUEZ, Cheffe du service des affaires immobilière du groupement de gendarmerie départementale des Landes (40) Tél : 05.58.06.56.08 – Port. 06.19.44.61.36 – Mail : <a href="mailto:sai.ggd40@gendarmerie.interieur.gouv.fr">sai.ggd40@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li><li>• Monsieur Lionel BESSINETON, section infrastructure, bureau de l'immobilier et du logement, état-major de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine à Mérignac (33) Tél : 05.56.90.44.62 – Port : 06.08.23.82.51 – Mail : <a href="mailto:si.bil.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr">si.bil.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr</a></li></ul>

L'attention des entreprises est attirée sur les aspects suivants :

- Les entreprises devront respecter les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués à l'intérieur d'une enceinte militaire.
- La visite technique ne se substitue pas à la visite d'inspection de prévention préalable commune des lieux de travail et des installations qui s'y trouvent.

## **ARTICLE 5 – SANTÉ SÉCURITÉ TRAVAIL**

### **5.1. Réglementation**

La mise en œuvre de la politique générale de prévention SST à la gendarmerie nationale et plus particulièrement à la Région de gendarmerie Nouvelle Aquitaine et gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, est régie par l'application de principes de base issus du Code du travail, décrets et arrêtés.

Cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de (listes non exhaustives) :

- Loi n° 93-1418, du 31 décembre 1993, transposant la directive européenne « Chantiers temporaires et mobiles » ;
- Code du travail., art. L. 4531-1 et suivants et L. 4532-2 à 4532-7 ;
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé relève du Maître d'Ouvrage dans le cadre de cette opération, **le Maître d'Ouvrage désigne un coordonnateur** pour assurer la mission de coordination et de protection de la santé. Le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé a l'autorité et les moyens donnés par le Maître d'Ouvrage.

#### **Coordonnateur Sécurité Protection Santé (SPS)**

Le Coordonnateur rédige un plan général de coordination SPS simplifié (PGCSPS) et consigne sur son Registre Journal, toutes observations relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé. Le P.G.C. simplifié a pour objet de fournir aux entreprises et sous-traitants toutes informations provoquant une obligation ou créant une sujétion au déroulement des travaux pour ce qui concerne la sécurité et l'hygiène sur le chantier. Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination simplifié ont force de données pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le Plan Général de Coordination simplifié pour l'établissement de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le Coordonnateur a toute autorité pour coordonner et contrôler en matière de Sécurité et Santé, toutes les activités et tous les travaux exécutés sur le chantier et veiller à l'application de ce règlement et de ses annexes y compris le P.P.S.P.S des différentes entreprises.

#### **Plan Général de Coordination simplifié (PGC simplifié)**

Le PGC simplifié constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux. Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination simplifié est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

## **5.2. Procédure – Visite d’inspection de prévention**

Dès réception de la notification du marché le titulaire (entreprise) prendra attache avec :

- M. BAKIRI chef du bureau SST, Etat major de la Région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine  
Tél(s) : 05.56.90.45.28 / 06.85.57.11.95
- Mme LE FLOCH, adjointe au chef BSST  
Tél(s) : 05 56 90 46 99 / 06.07.88.45.13

Mail : [bsst.dao.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bsst.dao.rgna@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

afin de fixer durant la phase de préparation du chantier une date pour la visite d'inspection de prévention commune préalable obligatoire des installations **avec le coordonnateur SPS** (Code du travail : Art. R. 4532-13).

Le titulaire, le représentant de la personne publique et le coordonnateur SPS procéderont en commun à une analyse préalable des risques, conformément à l'application de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003 concernant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure, dont le titulaire déclare avoir pris connaissance.

Le titulaire est tenu de signaler dans les plus courts délais, au représentant de l'administration sur le site la présence de tout danger imminent qu'il pourrait constater lors de son intervention, en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention. Ces constats font l'objet d'un compte rendu de danger imminent, établi dans le respect de la réglementation.

Ce compte rendu doit être transmis dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la date de constat du danger à M. BAKIRI chef du BSST à l'état major de la région de gendarmerie Nouvelle-Aquitaine et au Coordonnateur SPS.

## **5.3. Protection incendie**

Les informations concernant l'organisation des premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des travailleurs ainsi que sur les personnes chargées de mettre en pratique ces mesures seront développées dans le plan général de Coordination simplifié SPS.

## **5.4. Protection de l'environnement**

Les informations concernant l'organisation « gestion de l'environnement » seront également développées dans le plan général de Coordination simplifié SPS.